



Original: Français

N°: ICC-01/14-01/18

Date: 8 février 2021

LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE V

Composée comme suit:

M. le juge Bertram Schmitt, juge président

M. le juge Péter Kovács

M. le juge Chang-ho Chung

SITUATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE II

AFFAIRE

***LE PROCUREUR c. ALFRED ROMBHOT YEKATOM ET PATRICE-EDOUARD
NGAISSONA***

Public

**Version publique expurgée des « Observations de la Défense de M. Alfred Rombhot Yekatom à la suite de la Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour », 13 février 2019, ICC-01/14-01/18-84-
Conf-Exp**

Origine : Équipe de Défense de M. Alfred Rombhot Yekatom

Document à notifier, conformément à la norme 31 du Règlement de la Cour, aux destinataires suivants :

Le Bureau du Procureur

Mme Fatou Bensouda
M. James Stewart
M. Kweku Vanderpuye

Le conseil de la Défense de Alfred

Rombhot Yekatom
Me Mylène Dimitri
M. Thomas Hannis

Les représentants légaux des victimes

M. Dmytro Suprun

M. Abdou Dangabo Moussa
Mme Elisabeth Rabesandratana
M. Yaré Fall
Mme Marie-Edith Douzima-Lawson
Mme Paolina Massidda

Le conseil de la Défense de Patrice-

Edouard Ngaïssona

Me Geert-Jan Alexander Knoops
M. Richard Omissé-Namkeamäi

**Les représentants légaux des
demandeurs**

Les victimes non représentées

**Les demandeurs non représentés
(participation/réparation)**

**Le Bureau du conseil public pour les
victimes**

**Le Bureau du conseil public pour la
Défense**

Me Xavier-Jean Keïta

Les représentants des États

L'amicus curiae

GREFFE

Le Greffier

M. Peter Lewis

La Section d'appui aux conseils

**L'Unité d'aide aux victimes et aux
témoins**

M. Nigel Verrill

La Section de la détention

M. Harry Tjonk

**La Section de la participation des
victimes et des réparations**

Autres

À la suite de la Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour¹ de la Chambre Préliminaire II (« la Chambre préliminaire ») et du Quatrième rapport sur la mise en œuvre des restrictions sur les contacts ordonnées par la Chambre préliminaire II², les Conseils de la Défense représentant M. Yekatom (« M. Yekatom » ou « Défense ») soumettent les présentes:

Observations de la Défense de M. Alfred Rombhot Yekatom à la suite de la Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour

SOMMAIRE

1. Sur la foi d'informations soumises par l'Accusation *ex parte* dans sa demande pour l'émission d'un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Yekatom, les communications non privilégiées de ce dernier font l'objet de restrictions depuis son arrivée au Centre de détention de la Cour pénale internationale (« Cour ») il y a bientôt trois mois.
2. Bien que M. Yekatom ait pu téléphoner à ses proches à quelques reprises et qu'il ait récemment été autorisé à avoir des visites privées, les restrictions imposées par la Chambre préliminaire deviennent de plus en plus lourdes à supporter car elles l'empêchent de pourvoir au bien-être de ses proches qui sont en difficulté depuis son départ soudain de Bangui.
3. En dépit de toutes les informations soumises à la Chambre préliminaire par l'Accusation, M. Yekatom bénéficie de la présomption d'innocence. De plus, la norme 101 (3) du Règlement de la Cour (« RC ») stipule qu'il a droit d'être entendu et de présenter ses observations sur les allégations de l'Accusation qui ont conduit la Chambre préliminaire à imposer ces restrictions.

¹ Fourth Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 1er février 2019, ICC-01/14-01/18-75-Conf-Exp (ci-après « Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour »).

² Fourth Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by Pre-Trial Chamber II", dated 11 February 2019, ICC-01/14-01/18-81-Conf-Exp (ci-après « Quatrième rapport sur la mise en œuvre des restrictions sur les contacts ordonnées par la Chambre préliminaire II »).

4. Pourtant, à ce jour, mis à part deux conclusions de la Chambre préliminaire contenues dans le mandat d'arrêt émis le 30 octobre 2018, fondées sur des informations soumises par l'Accusation *ex parte*, M. Yekatom n'a toujours pas bénéficié d'une opportunité véritable d'être entendu ou de contester les allégations de l'Accusation, et ce, malgré les demandes répétées de la Défense à cet effet³.
5. De surcroît, plus de trois mois après son arrestation à Bangui suivie de son transfèrement à la Cour, l'Accusation n'a toujours pas présenté d'informations concrètes, spécifiques et actualisées permettant de conclure à l'existence de motifs raisonnables de croire que M. Yekatom pourrait tenter de nuire aux enquêtes du Procureur, aux témoins qui demeurent inconnus à ce jour ou à l'issue des procédures intentées contre lui, et encore moins qu'il aurait l'intention de le faire.
6. Les faits démontrent plutôt le contraire. Aucun des quatre rapports du Greffe sur la conduite de M. Yekatom depuis son arrivée au Centre de détention de la Cour, à l'exception d'une erreur de parcours motivée par son souhait de pourvoir au bien-être de ses proches qui a malheureusement été qualifiée par la Chambre préliminaire de violation claire au régime des restrictions imposées, ne permet de dégager l'existence de motifs raisonnables de croire que M. Yekatom pourrait nuire aux enquêtes, aux témoins ou aux procédures. La récente demande de M. Yekatom d'ajouter une personne sur sa liste de contacts non privilégiés, s'inscrit dans le même raisonnement. Les mesures volontaires

³ Defence views on the "Prosecutor's submission regarding the extension of contact restrictions concerning Alfred YEKATOM's pre-trial detention", 20 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-37-Conf-Exp, par. 4 et 36 à 43; Defence Response to "Prosecution's Request that the Chamber Extend the Contact Restrictions Imposed in the 'Second Decision Pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court' (ICC-01/14-01/18-25-Conf-Exp)", 7 janvier 2019, ICC-01/14-01/18-49-Conf-Exp, par. 8 et 44; Defence observations further to the Third Decision Pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 28 Janvier 2019, ICC-01/14-01/18-71-Conf, par. 20.

présent par M. Yekatom pour s'assurer du respect des restrictions imposées par la Chambre préliminaire illustrent bien sa détermination à cet égard.

7. La présence de M. Ngaïssona au Centre de détention de la Cour et le fait que M. Yekatom puisse échanger avec lui n'ont pas eu d'incidence sur le comportement de M. Yekatom et la Chambre préliminaire a eu raison de qualifier les allégations de l'Accusation à cet effet de spéculation.
8. À ce stade, il est important pour M. Yekatom d'être en mesure de travailler avec son équipe de Défense afin de se préparer pour l'audience de confirmation des charges. Le régime de restrictions imposé par la Chambre préliminaire crée un sentiment d'impuissance par rapport au bien être de ses 11 enfants qui porte profondément atteinte à son moral. En l'absence de motifs raisonnables de croire que par le biais de ses communications non-priviliégées, M. Yekatom pourrait nuire aux enquêtes, aux témoins ou aux procédures au sens de la norme 101 (2) du RC, il est essentiel que les restrictions imposées soient immédiatement levées. Il est entendu que ses communications téléphoniques non-priviliégées demeureront néanmoins sujettes à une surveillance passive au même titre que les autres détenus.
9. Dans l'éventualité où la Chambre préliminaire devait statuer qu'il est nécessaire de prolonger les restrictions, il est important que ces restrictions soient assouplies de façon significative afin que M. Yekatom puisse communiquer avec ses proches au moins une fois par jour.

RAPPEL DE LA PROCÉDURE

10. Le 30 octobre 2018, la Procureure a présenté sous scellés et *ex parte* une demande de délivrance d'un mandat d'arrêt contre M. Yekatom par laquelle elle demandait, *inter alia*, que des restrictions soient immédiatement imposées sur les communications non-priviliégées de M. Yekatom dès son arrivée au Centre de détention de la Cour.

11. Dans sa demande, la Procureure a fait valoir qu'elle avait des motifs raisonnables de croire que les contacts entre M. Yekatom et ses associés pouvaient nuire à l'issue de l'enquête, au sens de la norme 101(2)(b) du RC.
12. Le même jour, la Juge unique, agissant au nom de la Chambre préliminaire, a rendu la « Décision en vertu de la norme 101 du Règlement de la Cour »⁴ suivant laquelle des restrictions ont été imposées sur les communications téléphoniques et les visites non-privilégiées de M. Yekatom pendant une période de deux semaines à compter de son arrivée au Centre de détention de la Cour. Depuis cette Décision, la Chambre préliminaire a rendu trois décisions supplémentaires en vertu de la norme 101 du RC⁵ prolongeant le régime de restrictions imposé à M. Yekatom.
13. À la suite de chacune de ces quatre décisions, le Greffe a soumis un « Rapport du Greffe sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des restrictions aux relations personnelles ordonnées par le juge unique »⁶.

OBSERVATIONS

⁴ Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 17 novembre 2018, ICC-01/14-01/18-11-Conf-Exp.

⁵ Second Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 4 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-25-Conf-Exp; Third Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 10 janvier 2019, ICC-01/14-01/18-52-Conf-Exp; Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour.

⁶ Confidential Redacted version of Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by the Single Judge, 30 novembre 2018, ICC-01/14-01/18-23-Conf-Exp, 6 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-23-Conf-Red; Confidential Redacted version of Second Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by the Pre-Trial Chamber II, 14 December 2018, ICC-01/14-01/18-32-Conf-Exp, 14 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-32-Conf-Red; Confidential Redacted version of "Third Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by the Pre-Trial Chamber II", 23 January 2019, ICC-01/14-01/18-62-Conf-Exp, 25 janvier 2019, ICC-01/14-01/18-62-Conf-Red; Quatrième rapport sur la mise en œuvre des restrictions sur les contacts ordonnées par la Chambre préliminaire II.

A. Les restrictions imposées par la Chambre préliminaire depuis trois mois empêchent M. Yekatom de pourvoir au bien-être de ses proches

14. Le régime de restrictions imposé par la Chambre préliminaire sur les conversations téléphoniques non privilégiées de M. Yekatom lui permet de parler à ses proches uniquement deux fois par semaines pour un total de 60 minutes⁷. Il est dans l'incapacité de régulièrement s'assurer du bien-être de ces derniers. Dans ces circonstances, il est d'autant plus important de valider la pertinence des restrictions imposées en vertu de la norme 101 (2) du RC, soit l'existence de motifs raisonnables de croire que les contacts entre M. Yekatom et toute autre personne, à l'exception de son Conseil, peuvent nuire ou influencer de toute autre manière sur l'issue des procédures engagées ou sur celle de toute autre enquête.
15. À titre d'exemple, puisque M. Yekatom n'est pas en mesure d'appeler ses proches à l'exception [EXPURGÉ]⁸, il ne peut obtenir des nouvelles concernant l'état de santé de sa mère qu'en passant par son équipe de Défense. Cela était vrai même lorsqu'il désirait avoir des nouvelles de sa mère alors qu'elle a été brièvement hospitalisée la semaine dernière.
16. S'ajoute à ce stress profond le fait que les enfants de M. Yekatom été exclus de l'école en raison du non-paiement des frais de scolarité que sa conjointe est incapable d'assumer depuis son départ. Informé de cette situation par sa conjointe, M. Yekatom est affecté par son impuissance à pourvoir au bien-être de ses proches.

⁷ Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 17 novembre 2018, ICC-01/14-01/18-11-Conf-Exp, par. 8; Confidential Redacted version of Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by the Single Judge, 30 november 2018, ICC-01/14-01/18-23-Conf-Exp, 6 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-23-Conf-Red, par. 12.

⁸ Confidential Redacted version of Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by the Single Judge, 30 november 2018, ICC-01/14-01/18-23-Conf-Exp, 6 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-23-Conf-Red, par. 12.

B. M. Yekatom n'a toujours pas eu d'opportunité véritable d'être entendu conformément à la norme 101 (3) du Règlement de la Cour

17. La Chambre préliminaire a décidé d'imposer des mesures de restriction à M. Yekatom dès son arrivée au Centre de détention de la Cour sur la base de la requête initiale *ex parte* de la Procureure qui n'a jamais été divulguée à la Défense. Dans chacune de ses décisions, la Chambre préliminaire se dit convaincu de maintenir les restrictions sur la base de deux des conclusions⁹ du mandat d'arrêt de M. Yekatom relatives à sa présumée influence sur ses subordonnés tel qu'allégué par le Procureur. La Chambre préliminaire a prolongé ces restrictions, concluant que les circonstances soutenant les restrictions initiales n'avaient pas changées¹⁰.
18. Dans ses observations, la Défense a systématiquement souligné le fait que M. Yekatom devait avoir accès à l'information et aux motifs initiaux afin qu'il ait une opportunité véritable de présenter ses observations sur les allégations soumises par l'Accusation *ex parte*. Par ailleurs, la Chambre préliminaire ne s'est jamais directement prononcée sur l'absence d'opportunité véritable donnée à M. Yekatom de s'opposer aux allégations de la Procureure. En conséquence, M. Yekatom ignore toujours les circonstances qui justifient, selon la Chambre préliminaire, la mise en place des restrictions qui lui sont imposées.
19. Si la Chambre préliminaire devait prolonger de nouveau le régime de restrictions en place, il est essentiel que M. Yekatom puisse avoir une véritable opportunité de se prononcer et de contester les motifs initiaux ayant conduit la

⁹ Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 17 novembre 2018, ICC-01/14-01/18-11-Conf-Exp, par. 5.

¹⁰ Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 17 novembre 2018, ICC-01/14-01/18-11-Conf-Exp, par. 5; Second Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 4 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-25-Conf-Exp, par. 8; Third Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 10 janvier 2019, ICC-01/14-01/18-52-Conf-Exp, par. 15; Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour, par. 15.

Chambre préliminaire à mettre en place le régime de restrictions et à prolonger ce dernier à trois occasions.

C. L'Accusation n'a pas démontré l'existence de motifs raisonnables de croire au sens de la norme 101 (2) du Règlement

20. La Chambre préliminaire a établi que les restrictions imposées aux contacts et aux communications dans le cadre statutaire de la Cour devaient être réévaluées à la lumière d'informations concrètes, spécifiques et actualisées¹¹.
21. Au-delà des allégations initiales présentées par l'Accusation dans sa demande pour l'émission d'un mandat d'arrêt, l'Accusation n'a pas soumis d'autres informations concrètes, spécifiques et actualisées permettant d'atteindre le standard minimum évoqué par la Chambre préliminaire afin de prolonger les restrictions imposées.
22. Les seules allégations nouvelles du Procureur concernant entre autres le caractère de M. Yekatom sont non pertinentes ou à nouveau basées sur des documents non accessibles à M. Yekatom¹².
23. Il s'ensuit que les restrictions ne sauraient être prolongées au-delà du 15 février 2019 sans que la Procureure ne présente des éléments accessibles à M. Yekatom qui atteignent le standard évoqué par la Chambre préliminaire.

D. La conduite de M. Yekatom ne démontre pas qu'il pourrait nuire aux enquêtes, aux témoins ou aux procédures et encore moins qu'il aurait l'intention de le faire

¹¹ Third Decision pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 10 janvier 2019, ICC-01/14-01/18-52-Conf-Exp, par. 15.

¹² Voir par exemple l'Annexe A du Prosecution's Response to the "Third Decision Pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court" (ICC-01/14-01/18-52-Conf-Exp), 28 janvier 2019, ICC-01/14-01/18-69-Conf-Exp.

24. Le comportement de M. Yekatom depuis son arrivée au Centre de détention de la Cour ne permet pas de conclure qu'il y a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il pourrait nuire aux enquêtes, aux témoins ou aux procédures au sens de la norme 101 (2) du RC et encore moins qu'il aurait l'intention de le faire.
25. Aucun des trois rapports du Greffe, auquel s'ajoute le quatrième soumis le 11 février 2019¹³, ne fait état d'un incident permettant de dégager l'existence de motifs raisonnables de croire que M. Yekatom pourrait nuire au bon déroulement de l'enquête, des témoins ou aux procédures au sens de la norme 101 (2) du RC.
26. Même si la Chambre préliminaire a conclu que l'incident du 10 janvier 2019 constitue une violation¹⁴, elle souligne néanmoins qu'il s'agit d'une conversation à titre privé.¹⁵ Or, cet incident ne permet pas de conclure qu'il y a des motifs raisonnables et probables de croire que M. Yekatom pourrait nuire au bon déroulement de l'enquête, des témoins ou aux procédures au sens de la norme 101 (2) du RC.
27. La récente demande de M. Yekatom d'ajouter une personne sur sa liste de contact téléphonique s'inscrit dans le même raisonnement. Yekatom souhaite procéder à cet ajout dans un souci d'assurer le bien-être de ses enfants. En effet, [EXPURGÉ] créée par M. Yekatom longtemps après les événements qui ne rentrent à peine dans ses frais. M. Yekatom souhaite parler à [EXPURGÉ] afin de

¹³ Confidential Redacted version of Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by the Single Judge, 30 novembre 2018, ICC-01/14-01/18-23-Conf-Exp, 6 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-23-Conf-Red; Confidential Redacted version of Second Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by the Pre-Trial Chamber II, 14 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-32-Conf-Exp, 14 décembre 2018, ICC-01/14-01/18-32-Conf-Red; Confidential Redacted version of "Third Registry Report on the Implementation of the Restrictions on Contact Ordered by the Pre-Trial Chamber II", 23 January 2019, ICC-01/14-01/18-62-Conf-Exp, 25 janvier 2019, ICC-01/14-01/18-62-Conf-Red; Quatrième rapport sur la mise en œuvre des restrictions sur les contacts ordonnées par la Chambre préliminaire II.

¹⁴ Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour, par. 15.

¹⁵ Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour, par. 16.

potentiellement trouver une solution à court terme pour permettre à ses enfants de retourner à l'école et reprendre leur scolarité sans délai afin d'éviter un retard dans leurs études. Tel que mentionné précédemment, il est important à cet égard de considérer les mesures volontaires prises par M. Yekatom qui soulignent son intention de respecter pleinement toute la réglementation en vigueur¹⁶.

E. La présence de M. Ngaïssona n'a pas eu d'incidence sur le comportement de M. Yekatom

28. M. Ngaïssona a été transféré au Centre de détention de la Cour le 23 janvier 2019.
29. Depuis le 29 janvier 2019, M. Yekatom et M. Ngaïssona sont logés dans le même bloc pénitentiaire et peuvent avoir des contacts entre eux, malgré la requête de l'Accusation visant à les isoler l'un de l'autre.
30. Contrairement aux allégations spéculatives du Procureur selon lesquelles les contacts entre M. Ngaïssona et M. Yekatom pourraient nuire aux enquêtes, il n'y a pas eu de changement dans le comportement de M. Yekatom lors de ses conversations téléphoniques ni d'incident tel que rapporté dans le quatrième rapport du Greffe¹⁷.

F. Les restrictions téléphoniques imposées à M. Yekatom doivent être levées

31. Dans sa Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour, la Chambre préliminaire a, de son propre chef, laissé entendre qu'il n'existait pas d'incident démontrant le besoin de maintenir les restrictions à ce

¹⁶ Defence observations further to the Third Decision Pursuant to Regulation 101 of the Regulations of the Court, 28 janvier 2019, ICC-01/14-01/18-71-Conf, par. 25.

¹⁷ Quatrième rapport sur la mise en œuvre des restrictions sur les contacts ordonnées par la Chambre préliminaire II, par. 13.

stade du procès et que l'incident du 10 janvier 2019 était isolé¹⁸. La Chambre préliminaire a souligné que les trois rapports soumis par le Greffe depuis l'arrivée de M. Yekatom au Centre de détention de la Cour ne font état d'aucune autre violation des conditions imposées à ses communications et ses contacts¹⁹.

32. Dans cette même décision, la Chambre préliminaire a estimé que des informations plus concrètes étaient nécessaires pour maintenir les restrictions imposées aux contacts et aux communications de M. Yekatom pour toute la durée de la phase préliminaire du procès²⁰.
33. Compte tenu du Quatrième rapport du Greffe faisant état d'aucun incident au cours de la quatrième période²¹, les restrictions de communications et contacts à l'encontre de M. Yekatom doivent maintenant être levées; ces dernières apparaissant clairement infondées.

CONFIDENTIALITE

34. Les présentes observations sont soumises *ex parte* en vertu de la norme 23 bis-2 du RC.
35. Une version confidentielle expurgée des présentes observations est soumise simultanément.

CONCLUSION

36. À la lumière de ce qui précède et considérant : (i) que M. Yekatom fait l'objet de restrictions téléphoniques depuis presque trois mois; (ii) que les restrictions imposées empêchent M. Yekatom de s'assurer du bien-être de ses proches qui sont en difficulté; (iii) les conclusions de la Chambre préliminaire dans son

¹⁸ Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour, par. 16.

¹⁹ Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour, par. 16.

²⁰ Quatrième Décision en application de la Norme 101 du Règlement de la Cour, par. 17.

²¹ Quatrième rapport sur la mise en œuvre des restrictions sur les contacts ordonnées par la Chambre préliminaire II, par. 13.

mandat d'arrêt fondées sur des informations sur lesquelles M. Yekatom n'a toujours pas eu d'opportunité véritable de se faire entendre; (iv) que l'Accusation n'a pas, depuis l'arrivée de M. Yekatom, fourni d'informations concrètes, spécifiques et actualisées telle que définie par la Chambre préliminaire; (v) que les quatre rapports du Greffe n'identifient aucun incident permettant de conclure à des motifs raisonnables et probables de croire au sens de la norme 101 (2) du RC; (vi) que la présence de M. Ngaïssona au Centre de détention de la Cour n'a pas eu d'incidence sur le comportement de M. Yekatom; (vii) que le comportement en ce qui concerne les allégations de l'Accusation a été irréprochable et; (viii) les mesures volontaires prises par M. Yekatom qui démontrent sa détermination à respecter toute la réglementation en vigueur; il y a lieu de lever les restrictions imposées sans autre délai.

37. Subsidiairement, dans l'éventualité où la Chambre préliminaire devait décider qu'il est nécessaire de prolonger les mesures de restrictions, il y a lieu et les circonstances justifient que ces restrictions soient assouplies de façon significative pour permettre à M. Yekatom de communiquer avec ses proches au moins une fois par jour afin d'être en mesure de pourvoir au bien-être de ceux-ci.

**LE TOUT RESPECTUEUSEMENT SOUMIS LE 8^e JOUR DU MOIS DE FÉVRIER
DE L'AN 2021**



Me Mylène Dimitri
Conseil principal pour M. Yekatom



Mr. Thomas Hannis
Conseil associé pour M. Yekatom

La Haye, Pays-Bas